

# Session 3

Renforcement des réformes, de la transparence et de la redevabilité en matière de budgétisation climatique

# Questions/Débat

- a. Que faut-il [l'argument convaincant] pour que les pays africains entreprennent des réformes budgétaires visant à intégrer le changement climatique et le genre dans les budgets et les finances nationales ? Les gouvernements africains peuvent-ils le faire par eux-mêmes, sans aide extérieure ? Si ce n'est pas le cas, quels sont les besoins en compétences et les groupes cibles ?
- b. Quel a été le rôle des CPEIR quant à la facilitation de l'intégration du changement climatique dans les PFMS et comment les CPEIR peuvent-ils être utilisés plus efficacement pour promouvoir l'intégration du changement climatique dans les PFMS, le marquage du financement climatique et d'autres processus de transparence et de redevabilité ? Dans le cas des pays qui ont réalisé des CPEIR, comment les résultats de ces enquêtes ont-ils été utilisés ? Si ce n'est pas le cas, quels sont les obstacles et comment peut-on les surmonter ?
- c. Quelle a été la valeur ajoutée de CBT pour l'intégration du financement climatique dans la budgétisation et les rapports nationaux et sous-nationaux ? Comment CBT a-t-il contribué à renforcer l'action climatique ? Si non, quels sont les principaux obstacles et comment y remédier ?
- d. Dans quelle mesure les stratégies en matière de climat et de genre ont-elles eu une influence sur le budget et quelles réformes sont nécessaires pour améliorer cette influence ?

Merci